

Bimestriel édité par Solidarité Socialiste, mars-avril 2003

# Alter Égaux n°2



*pensons le monde autrement  
pratiquons-le solidairement*

Belgique-België  
P.P.  
Bruxelles X  
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X  
N° d'agrégation P201042  
Adresse de l'expéditeur :  
Bd de l'Empereur, 15/4 1000 Bruxelles

A large, textured globe made of green and white fabric, resting on a patterned base. The globe is the central focus of the cover, symbolizing global unity and development.

**Paix et  
développement**

# LA PAIX, FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT

Longtemps, la paix a été considérée comme une accalmie entre deux épisodes guerriers. L'histoire de nos sociétés a ainsi été en partie tracée au fil de l'épée.

Les deux guerres mondiales qui ont dévasté l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle ont suscité une prise de conscience salutaire. Les millions de morts, les économies ruinées et les déportations furent le prix de la haine entre les peuples.

Depuis, la coopération économique et la création d'un espace politique commun ont préservé l'Europe occidentale de la guerre. Les décennies de paix que nous avons connues ont servi à un développement économique sans précédent. La paix et le développement vont de pair.

Il suffit de constater que les pays les plus pauvres du monde n'ont pas été épargnés par la violence. Souvent, dans le but d'accéder à leurs ressources ou de s'emparer de leur position géographique avantageuse. La Palestine, la République Démocratique du Congo et l'Afghanistan sont les exemples les plus récents du naufrage de sociétés épuisées de conflits et où l'insécurité règne.



dessins : Jean-Louis Lejeune.

L'aide au développement, c'est donc aussi garantir la sécurité d'existence minimale aux acteurs locaux du développement (associations de citoyens, groupes de quartiers, coopératives techniques et agricoles).

Les lendemains incertains n'encouragent pas la mise en œuvre de projets. Ils incitent plutôt à la consommation immédiate des ressources. Avec pour conséquence la dépendance accrue à l'aide humanitaire internationale et le dévoiement de la solidarité en assistance. L'humiliation et la frustration en sont les fruits amers.

La survie au jour le jour est ainsi le destin d'une grande partie de la population mondiale. C'est elle qui est victime de la famine, des grandes épidémies et de la guerre.

La paix encourage la floraison d'initiatives dans les sociétés civiles des pays en développement. Elle suppose un partenariat entre acteurs étatiques du Nord et du Sud.

Les ONG, qui ont une précieuse expérience de terrain, peuvent nouer les fils du dialogue de paix par l'exemple des « sanctuaires de développement » que sont les projets de coopération en matière d'équipement, d'alphabétisation, de production de biens de première nécessité. Actrices de changement sur le terrain, aux côtés des mouvements populaires locaux, les ONG proposent une éducation au développement dans la durée. Cet engagement fait notre identité.



**Marie-José LALOY**  
Sénatrice  
Présidente de Solidarité Socialiste

# Les partenaires FADOC à Wépion : encore mieux soutenir les organisations communautaires de base

Toute l'équipe de Solidarité Socialiste et ses partenaires du programme FADOC se sont réunis en séminaire, à la Marlagne, à Wépion, du 17 au 21 mars.

En septembre 1997, Solidarité Socialiste avait réuni une première fois plusieurs partenaires d'Afrique et d'Amérique du Sud pour réfléchir à la mise en place d'un fonds d'appui aux petites initiatives de la société civile. Cette rencontre avait abouti à la création du FADOC, le Fonds d'Appui à la Dynamisation des Organisations Communautaires.

En 2000, une deuxième rencontre avait eu lieu au Chili, pour évaluer les deux premières années du fonctionnement du programme.

Ce séminaire, dans "la région des fraises", était donc la troisième occasion pour les partenaires FADOC de se retrouver.

L'objectif de cette semaine était, au-delà de la rencontre et des échanges humains, de faire le point sur le programme dans les différents pays où il se déroule, et de préciser, à la lueur des expériences, la mission et la vision du FADOC, ainsi que ses objectifs. D'en voir également les difficultés et les réussites concrètes dans ses différentes zones d'intervention.

A partir de 2004, le FADOC prendra son envol au Nicaragua, au Mexique et en Palestine : c'était aussi l'occasion d'accueillir et de mieux connaître les partenaires qui y coordonneront le programme.

Le travail a été dense durant ces cinq jours, les réflexions, apports et échanges d'expériences très riches.

Un effort très important a été fourni par tous les participants pour améliorer le fonctionne-

## Le FADOC

Le Fonds d'Appui à la Dynamisation des Organisations Communautaires de base a été mis en place en 1997 dans sept pays d'Afrique et d'Amérique latine. C'est un programme international conçu et mené par un groupe d'organisations partenaires, qui contribue à la promotion d'un développement humain, solidaire et durable en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. A travers l'action de ses membres, il a pour mission la construction d'un système politique, économique et social fondé sur la démocratie, la protection des droits humains, le pluralisme, l'égalité, l'équité et la justice sociale par le renforcement des organisations de la société civile.



- 1 Manuel Pérez (Habitat para la Humanidad, Mexique)
- 2 Sandra Fuentes (FUNJOFUDESS, Nicaragua)
- 3 Soguy Ndiaye (APROFES, Sénégal)
- 4 Gladys Cifuentes (SolSoc, partenariat Amérique du Sud et Palestine)
- 5 Huda Odeh (représentation SolSoc Palestine)
- 6 Iancuba N'Djai (AIFA PALOP, Guinée-Bissau)
- 7 Angelica Hernandez (Impulsa, Chili)
- 8 Mario Moniz (Plate-forme des ONG, Cap Vert)
- 9 Amparo Molina (NEXUS, Colombie)
- 10 Gabriel Sobgo (représentation SolSoc Burkina Faso)
- 11 Zéphirin Belemsigui (UCODEP, Burkina Faso)
- 12 Chantal Jadot (SolSoc, action éducative dans les écoles)
- 13 Valérie Vandervecken
- 14 Anne Reynebeau (représentation SolSoc Sénégal)
- 15 Pascale Bodinaux (SolSoc, lobbying et action politiques)
- 16 Sylvie Demeester (SolSoc, partenariat Afrique centrale et Afrique de l'Ouest lusophone)
- 17 Baudouin Hamuli (CENADEP, RDC)
- 18 Wilson Zamora (SolSoc, partenariat Amérique centrale)
- 19 Patrick Abeels (SolSoc, information et communication)
- 20 Jacques Bastin (Directeur de Solidarité Socialiste)
- 21 Sami Khader (Maa'n, Palestine)
- 22 Patricio Montecinos (Animateur du séminaire)
- 23 Stéphane Calvat (représentation SolSoc RDC)
- 24 Laetitia Maginot (SolSoc, mobilisation et récolte de fonds)
- 25 Véronique Wemaere (SolSoc, partenariat Afrique de l'Ouest francophone et Maghreb).

ment du programme, de façon à encore mieux soutenir les organisations communautaires de base (les OCB) dans leur travail.

Car l'objectif du FADOC, c'est bien celui-là : à travers la coordination des associations porteuses du FADOC dans chaque pays, permettre aux OCB de mener au mieux leur action avec les populations qu'elles touchent.

Dans le but de créer et d'amplifier les réseaux, les synergies, les actions en commun afin de constituer des contre-pouvoirs démocratiques, porteurs de changement social et issus de la société civile, aux tendances actuelles portées par l'ultra-libéralisme (compétition, déréglementations, privatisations, affaiblissement de l'Etat, mise à mal des services publics comme l'éducation et la santé).

Pour arriver à la mission du FADOC qui est de contribuer à construire un système politique, économique et social fondé sur la démocratie, la protection des droits humains, l'égalité, l'équité et la justice sociale. Avec votre appui !



(photos Solidarité Socialiste)

**En haut** Sogui Ndiaye et Véronique Wemaere.

**Au centre** De dos : Baudouin Hamuli; de droite à gauche : Virginie André (représentante SolSoc au Nicaragua), Sami Khader, Patrick Abeels, Sogui Ndiaye, Iancuba N'Djai, Manuel Pérez, Jorge Reyes (traducteur), Amparo Molina et Sandra Fuentes.

**En bas (gauche)** Manuel Pérez et Wilson Zamora.

**En bas (droite)** Chantal Jadot, Sylvie Demeester, Véronique Wemaere, Laetitia Maginot, Fabienne Feller et Pascale Bodinaux.



## LES PORTEUSES D'EAU

Le samedi 22 mars devait avoir lieu, dans les rues de Molenbeek-Saint-Jean, l'opération "Porteuses d'Eau", une grande marche de solidarité avec les femmes du Sud. Cette manifestation, qui devait prendre la forme d'un cortège au sein duquel près de 600 personnes avaient annoncé leur présence, devait être le reflet de l'engagement de chacun des participants pour un monde plus juste et plus solidaire, et aurait dû être un moment de fête populaire. L'actualité martiale a contraint de reporter cette marche : puisque la force l'emportait sur le dialogue et la raison, le climat n'était évidemment pas à la réjouissance. Reportée, mais pas annulée, cette marche de solidarité aura donc lieu plus tard, le plus tôt possible nous l'espérons. Nous vous tiendrons au courant. Par contre, les arbres qui devaient être arrosés symboliquement à cette occasion ont bien été plantés le vendredi 21 mars par les enfants des écoles de Molenbeek.



(photo Nadine Bertrand)

Une partie des enfants de l'Ecole 11, à Molenbeek, prêts à planter les arbres pour la paix, le vendredi 21 mars 2003.

# Paix et développement

Les guerres “modernes” ont connu une série d'évolutions marquantes. Parmi elles, l'élargissement des champs de bataille, du fait de l'accroissement du nombre des combattants et des “progrès” technologiques qui permettent des destructions larges et massives en dehors des zones de combat proprement dites.

La conséquence directe de cette évolution est qu'à l'heure actuelle, 90 % des victimes des conflits armés font partie des populations civiles, et parmi elles, les enfants sont les plus durement touchés.

Rien que durant les années '80, ils ont été deux millions à perdre la vie au cours des conflits, et près de cinq millions ont été mutilés à jamais. Pour la plupart, dans les pays en développement.

**92 % des conflits majeurs qui ont éclaté depuis 1945 se sont déroulés en Asie, en Afrique et en Amérique latine.**

Les guerres “classiques” mettaient aux prises des Etats, ou des alliances d'Etats, ce qui avait pour conséquence de faciliter la reconnaissance des forces en présence. Même si les populations en subissaient les conséquences, les combats étaient l'affaire des militaires. Aujourd'hui, et de plus en plus fréquemment, les guerres qui se déroulent à l'intérieur des frontières nationales constituent la majorité des conflits, et les civils y jouent désormais un rôle actif et déterminant.

Ce phénomène a pour effet de multiplier les belligérants, et de rendre leur identification et leur contrôle bien plus problématiques qu'auparavant. En un sens, les guerres se sont “démocratisées” : elles ne sont, dans bien des cas, plus conduites par des armées officielles, mais par des fractions de la société civile qui, pour des motifs divers (religieux, politiques, ethniques, économiques, sociaux, ...), ne parviennent à trouver une solution à leurs désaccords que par l'affrontement violent.

Ces conflits internes sont de plus en plus violents et complexes. La diplomatie classique s'avère impuissante à les appréhender, que ce soit pour les prévenir ou pour les résoudre. C'est la raison pour laquelle il apparaît aujourd'hui crucial de valoriser les ressources - les capacités - locales pour la paix.

Les acteurs non gouvernementaux : les ONG du Nord et du Sud, les organisations communautaires de la société civile, les mouvements sociaux de base, les organisations de femmes, les syndicats, ... sont donc

appelés à participer de manière déterminante à la prévention et à la résolution des conflits.

**Le commerce international des armes est orienté pour les trois quarts vers les pays en développement.**

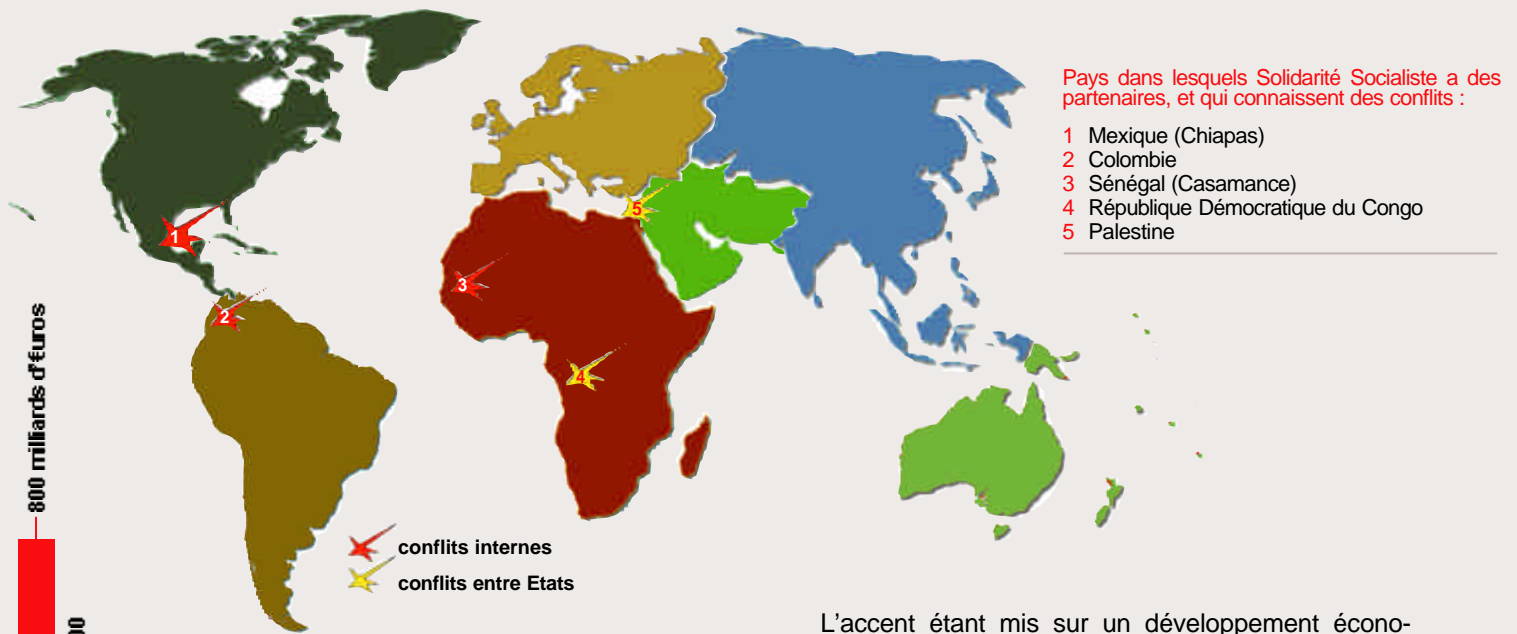
Les ONG, tant au Nord qu'au Sud, peuvent et doivent jouer un rôle essentiel. Leurs membres, souvent, partagent les mêmes risques et traversent les mêmes épreuves que les populations locales. Les ONG sont bien placées pour connaître les difficultés et les frustrations vécues par les populations locales, qui peuvent entraîner, si elles ne sont pas prises en considération, une confrontation violente.

Du fait de leur connaissance approfondie du terrain (des problèmes qui se posent concrètement, des facteurs culturels, des relations de parenté, ...), et de la susceptibilité des parties en présence, les ONG peuvent agir là où les gouvernements sont impuissants à le faire. Elles offrent aussi une “batterie de services” sans aucune mesure avec ce que peuvent apporter l'Etat ou le marché.

## Objectifs de développement du millénaire

- ▶ réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ;
- ▶ donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires ;
- ▶ éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard ;
- ▶ réduire de deux tiers les taux de mortalité infantile et postinfantile, et réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle ;
- ▶ enrayer la propagation du VIH/sida, l'avancée du paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer d'inverser la tendance actuelle ;
- ▶ intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales ;
- ▶ réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès à l'eau potable.

Réunis en septembre 2000, à l'occasion du Sommet du Millénaire, les dirigeants politiques du monde entier ont fixé un ensemble d'objectifs mesurables et assortis de délais pour lutter contre le pauvreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme, la dégradation de l'environnement et la discrimination à l'égard des femmes. Placés au centre du programme d'action mondial, on les appelle les objectifs du Millénaire pour le développement. La Déclaration du Millénaire prévoit aussi une vaste gamme d'engagements dans des domaines comme les droits humains, la bonne gouvernance et la démocratie.



Parce qu'elles émanent d'elles, les ONG peuvent écouter, sensibiliser et informer la société civile, à un stade précoce d'une montée de tension locale, et contribuer à lutter contre la haine raciale ou ethnique, ou encore à combattre la propagande de guerre.

**La prévention des conflits passe par l'application de politiques de développement et d'intégration sociale équitables et efficaces. Il est essentiel, dans ce cadre, de lutter contre autres pour une transformation radicale des pratiques économiques, de renforcer les politiques de coopération et de solidarité internationale, et de reconnaître l'importance fondamentale de l'éducation dans la défense et l'implantation d'un idéal de non-violence et de résolution démocratique des désaccords au sein des populations**

Mais aussi sensibiliser les décideurs politiques à tous les échelons, ou faire pression sur eux par des campagnes de lobbying, ce qui fut le cas lors des négociations visant à bannir les mines terrestres (Traité d'Ottawa) ou à établir une Cour Criminelle Internationale.

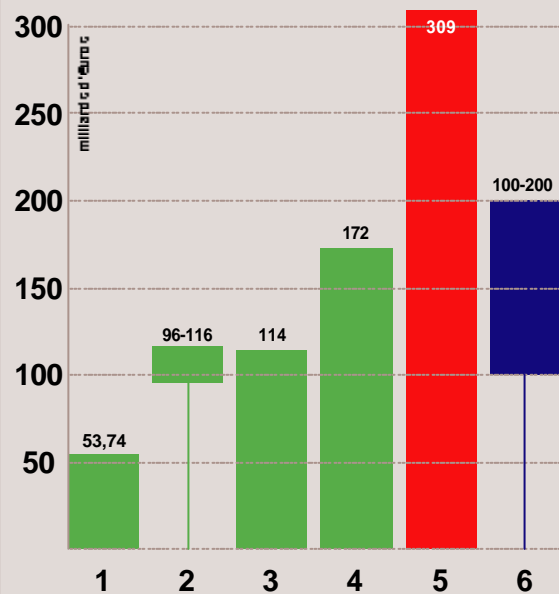
Les efforts de la communauté internationale doivent s'appuyer sur l'expertise des capacités locales, et principalement des ONG partenaires du Nord et du Sud, les mieux à même de connaître les processus qui aboutissent à l'éclatement de conflits, et les gens qui y prennent une part active.

La meilleure façon de prévenir les conflits consiste, contrairement à la tendance actuelle qui voit les Etats riches dicter, pour sauvegarder leurs intérêts, les règles du jeu géostratégique, économique et social, à opter pour une politique volontariste en matière de développement des populations locales. Avec les moyens financiers et humains indispensables et à la hauteur des enjeux.

L'accent étant mis sur un développement économique et des politiques sociales efficaces, dans la mise d'un système de production respectueux des humains et de leur environnement, et dans l'établissement, par le biais de l'éducation et des échanges inter-culturels, d'une véritable culture de la citoyenneté et de la paix, partout dans le monde.

Solidarité Socialiste appuie des partenaires dans des pays qui connaissent des conflits : Mexique, Colombie, Sénégal, R.D. du Congo et Palestine. Nous vous proposons, dans les deux pages qui suivent, les témoignages de deux acteurs du terrain : en Palestine et en Colombie. Nous avons tenu à préserver leur anonymat pour des raisons évidentes de sécurité.

### Aide Publique au Développement et dépenses militaires



1 Aide Publique au Développement (APD) en l'an 2000  
2 APD annuelle nécessaire pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire 3 APD annuelle si chaque pays donateur consacrait 0,7% de son PIB à l'APD 4 APD annuelle si chaque pays donateur atteignait le % du PIB consacré à l'APD par le Danemark (1,06%) 5 Dépenses militaires des Etats-Unis, en 2000 6 Coût estimé de la guerre contre l'Irak pour les Etats-Unis et ses alliés.

## Témoignage d'une représentante d'une ONG palestinienne

### Dans l'actuel contexte des relations entre Israël et la Palestine, quelles difficultés rencontrent les ONG palestiniennes dans leur fonctionnement quotidien ?

Pratiquement toutes les ONG palestiniennes ont évidemment connu d'énormes entraves à leur travail au cours des 3 dernières années. Pour ne citer que des partenaires de Solidarité Socialiste, quelques exemples parlants: l'ONG Maa'n, active dans le domaine du développement rural, estime à 55.000 US\$ le montant des pertes résultant du vol et de la destruction du matériel informatique et des infrastructures par les Israéliens. Depuis 1997, les contacts physiques entre le siège de Ramallah et celui de Gaza sont impossibles, vu les limites imposées par Israël à la circulation des palestiniens (le passage entre la Cisjordanie et la bande de Gaza est interdit). Le Directeur de Maa'n n'a donc jamais rencontré certains de ses employés... Les contacts d'une autre ONG, Bisan Center, avec les centres communautaires de certains villages reculés de Cisjordanie sont fréquemment interrompus, ce qui l'a obligée à postposer une série de projets de constructions prévus au bénéfice des populations. De son côté, la Fondation pour Handicapés de Qabatya a dû céder d'urgence ses réserves de matériel médical pour les victimes des massacres de Jenine en mars 2002, ce qui a rendu son propre fonctionnement précaire. En ce qui me concerne, le travail d'accompagnement et de suivi sur le terrain est rendu extrêmement difficile. Je vis à Ramallah (Cisjordanie) et ne peux me rendre ni à Gaza ni à Jérusalem. Depuis mai 2002, le gouvernement israélien, en vue de limiter les contacts entre les villes de Cisjordanie, a instauré un nouveau régime de permis personnel pour les déplacements internes des Palestiniens. Et lorsque l'on peut passer, il n'en reste pas moins les check-points (postes de contrôle israéliens) à franchir, ce qui signifie : files d'attentes, contrôles des documents d'identité, interrogatoires sur l'objectif du voyage, et souvent diverses formes d'humiliations de la part des militaires. Pour visiter certaines des communautés avec lesquelles nous travaillons, je dois réussir à en passer 4 d'affilée sur une distance d'à peine 100 km. Et il n'est jamais certain qu'une fois l'un franchi, le suivant sera passé sans encombre... Si l'on est arrêté, on essaye un autre itinéraire en priant pour ne pas être inquiété au suivant. Le fait de travailler pour des ONG palestiniennes n'attire évidemment pas la sympathie des militaires israéliens... Le passage des check-points est évidemment stressant, mais surtout humiliant, et c'est le quotidien de milliers de Palestiniens...

### Quelles sont les conséquences de la situation sur les conditions de vie de la population ?

Nous nous trouvons dans un contexte où les ONG en viennent à devoir se substituer au rôle de l'Etat, qui n'a pas actuellement les capacités politiques et matérielles de venir en aide à la population. Le Bureau des Nations unies pour la coordination de l'Aide humanitaire estime à 390.000 le nombre de personnes dépendant entièrement de l'aide humanitaire (sur un total d'environ 2.600.000 Palestiniens dans les territoires occupés). Depuis septembre 2000 (début de la seconde Intifada), 69% du secteur privé palestinien a cessé ses activités ou réduit fortement sa production et 125.000 travailleurs ne peuvent plus se rendre sur leur ancien lieu de travail en Israël. Avec un taux de chômage de plus de 50% de la population, il est évident que la pauvreté a énormément augmenté. La Banque Mondiale estime que 84,6 % de la population de la bande de Gaza, constituée essentiellement de réfugiés, vit au-dessous du seuil de pauvreté. C'est aussi

le cas de 57,8% des personnes en Cisjordanie. Selon l'ONG américaine US Aid, 45 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition. Les bouclages des territoires entraînent non seulement des problèmes tels que coupures d'eau et d'électricité, mais surtout empêchent l'accès aux soins de santé. Les ambulances qui doivent se rendre d'une zone à l'autre pour atteindre un hôpital sont régulièrement bloquées aux check-points. C'est ainsi que depuis 2000, on dénombre 175 accouchements aux check-points, et 76 personnes y sont décédées faute de soins adéquats. En ce qui concerne la scolarité, environ 170.000 élèves et 6.650 professeurs sont empêchés de rejoindre leur classe et environ 600 écoles ont été fermées en raison des barrages, des couvre-feu et des dégâts occasionnés par la guerre. Les Universités de Ramallah et Birzeit sont, elles aussi, régulièrement rendues inaccessibles par les barrages. Dans de nombreuses localités, la population organise des classes «alternatives» pour les jeunes enfants.

### Que représente la construction du «mur de sécurité» séparant Israël et la Cisjordanie pour la population palestinienne ?

Sous prétexte de sécurité, Israël poursuit sa politique d'annexion des territoires palestiniens, déjà mise en œuvre par l'encouragement à l'établissement des colonies juives dans les territoires occupés et l'imposition des barrages routiers et des check-points. Les 120 check points répartis en Cisjordanie et dans la bande de Gaza divisent déjà ce territoire en 300 entités séparées et la bande de Gaza en 3 parties. Le mur de sécurité, tracé largement au-delà de la fameuse Ligne Verte, frontière officiellement reconnue sur le plan international, va permettre à Israël d'isoler d'avantage la Cisjordanie du reste du pays et d'en annexer de fait 10% des terres les plus fertiles, où sont notamment cultivés, par les agriculteurs palestiniens, de nombreux citronniers et oliviers. D'une hauteur de 8 mètres et deux fois plus large que le mur de Berlin, cette barrière «sécuritaire» courra sur 350 km et



Le mur entre Israël et la Cisjordanie :  
350 km de long, 8 mètres de haut,  
2 fois plus large que le mur de Berlin  
pour plus de renseignements :  
[www.solidarite-palestine.org/mur001/html](http://www.solidarite-palestine.org/mur001/html)

sera complétée par des clôtures électriques, des tours de guet et des tranchées. Au terme de la première étape de la construction, le mur coupera quinze villages de leurs terres agricoles. quinze autres villages se trouveront quant à eux séparés de la Cisjordanie par le mur. Comme en Israël les Palestiniens sont interdits de circulation, ils perdront donc l'accès aux services de base des villes voisines (écoles, hôpitaux, commerces, etc.). Le défi pour nous, aujourd'hui, est de ne pas laisser étouffer l'espoir du peuple palestinien de voir reconstruit un jour son droit légitime à disposer de lui-même. La solidarité internationale a certainement un rôle fondamental à jouer dans ce sens. Nous comptons dès lors beaucoup sur elle.

## Témoignage d'une représentante d'une ONG colombienne

### ▼ Quelle est la situation actuelle en Colombie. Quelles formes y prennent le conflit armé aujourd'hui ?

La Colombie a connu pratiquement tout le long de son histoire les confrontations et les conflits armés. Actuellement, et depuis les années '90, le conflit armé devient de plus en plus complexe : y interviennent divers acteurs reconnus et d'autres beaucoup moins visibles. A la lutte pour les territoires entre guérillas et paramilitaires s'ajoutent d'une part le manque de présence de l'Etat et l'insécurité de la population dans de nombreuses communes, d'autre part l'attitude de plus en plus répressive des gouvernements dans leur volonté de montrer à tout prix des



L'armée régulière colombienne en campagne contre les FARC (photo Forces Armées Colombiennes)

résultats en matière de paix. L'économie colombienne est en pleine récession, on note une augmentation du chômage, du sous-emploi, des pertes de propriétés par manque de remboursement, des diminutions de rentabilité dans les domaines de l'élevage et de l'agriculture.

Concrètement on peut noter :

- ▶ l'augmentation d'un sentiment de terreur et de repli sur soi ;
- ▶ une fracture dans la confiance et la vie des réseaux sociaux ;
- ▶ des difficultés d'accès à des propositions de concertation ou de programmes avec les autorités municipales ;
- ▶ des difficultés à se réunir pour débattre des différentes questions qui concernent la communauté ;
- ▶ des déplacements de populations ;
- ▶ l'augmentation de délits contre la propriété, les car-jacking, les vols, la délinquance ;
- ▶ des menaces proférées à l'encontre des leaders ;
- ▶ l'augmentation des opérations de guerre : implantation de mines anti-personnel, mitraillage de certaines zones, accroissement du nombre de blessés, détérioration de l'écosystème, extension du paramilitarisme, et multiplication des exécutions arbitraires.

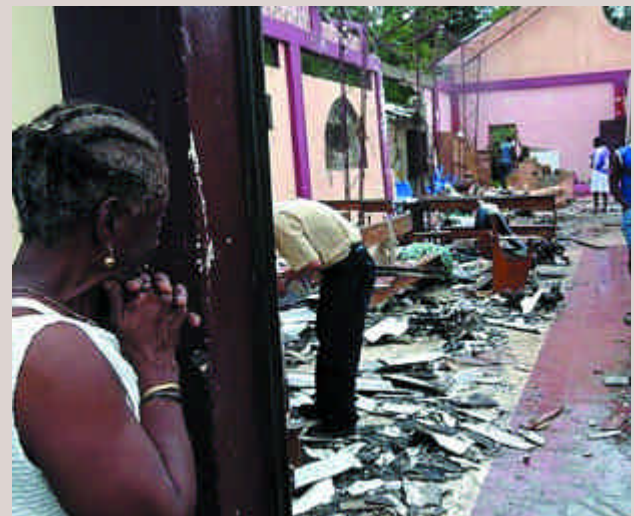
### ▼ Dans ce cadre, quelles difficultés rencontrent les ONG colombiennes pour accomplir leur travail avec les populations locales ?

Dans ce contexte, la situation des ONG devient de plus en plus difficile dans la mesure où leurs actions se déroulent dans des lieux de conflits entre guérillas et paramilitaires, ce qui peut entraîner des menaces de mort sur les populations bénéficiaires, des exactions ou des expulsions en dehors de ces zones. De plus, l'actuel gouvernement a signalé publiquement qu'en de nombreuses occasions les ONG servaient de bras

droit à la guérilla, ce qui les transforme en véritables cibles de toute action répressive. Dans le cas de Sumapaz, une des régions d'action du Programme FADOC soutenu par Solidarité Socialiste, les premières menaces directes et publiques des paramilitaires se sont fait jour en 2000. Le conflit s'est accentué dans la province depuis mai 2002, quand les Farc ont proféré des menaces contre les gouvernements locaux leur demandant de renoncer à leur travail sous peine d'être victimes de représailles militaires.

### ▼ Quelles sont les conséquences de la situation sur les conditions de vie de la population ?

Les conditions sont précaires au niveau de l'éducation et de la santé dans un contexte où les programmes d'ajustement structurel, mis en place pour assurer le remboursement de la dette extérieure, ont diminué considérablement les revenus consacrés à ces droits élémentaires par ailleurs de plus en plus privatisés. Dans les régions de la Sierra Nevada de Santa Marta, zone d'action du FADOC, les conditions de vie et de sécurité des populations se sont dégradées, particulièrement pour les peuples indigènes vivant dans cette région. Les conditions de santé et d'éducation dans ces territoires sont affectées y compris au sein même d'organisations prestataires de services où la présence paramilitaire se fait sentir. Quant à l'éducation, le peuple arhuaco défend plus que jamais ses droits ancestraux bafoués et non reconnus. Dans ces conditions, le rôle des ONG et des organisations de base est mis en péril face à la présence d'acteurs armés. Nous devons entrer dans une réflexion sur le type de moyens de protection à mettre en place pour pouvoir continuer notre travail dans ces zones. Aussi nous menons des actions de visibilité de nos actions en réseaux, de révision des stratégies à suivre dans le Sumapaz et la Sierra Nevada, de diffusion de l'information sur le vécu des populations via des bulletins, des ateliers d'expression et de maîtrise de la peur. Nous écoutons les populations pour qu'elles s'expriment et proposent leurs propres stratégies de protection et de résistance, nous identifions des réseaux, des personnes clefs à contacter au niveau international en cas d'urgence, nous éditons des manuels pour mieux se protéger et nous ne participons plus à des réunions dans cette région en présence des forces publiques. Notre principal souci est de ne pas compromettre les populations pour lesquelles nous travaillons.



Le 2 mai 2002, les FARC bombardait l'église du village de Bojaya (nord de la Colombie). Bilan : 119 morts, dont 45 enfants, et plus de cent blessés. La photo montre les ruines de l'église après le massacre.

(photo Javier Casella)



## Nos lecteurs nous écrivent

Chers Camarades,

Déjà le 1<sup>er</sup> février 1996, j'adressais une lettre ouverte aux asbl et ONG concernant les attestations pour déduction fiscale pour les dons à partir de 1000 BEF. L'actuel gouvernement Arc-en-ciel n'a guère amélioré la situation; il a porté le minimum à 30 €. Quant à votre slogan 30 = 15, il est seulement valable pour les contribuables taxés à 50% dans la dernière tranche de leurs revenus. Ayez alors la franchise de le dire et frapper seulement à la caisse des hauts revenus taxés dans leur dernière tranche non plus à 55% mais à 50% (cadeau de l'Arc-en-ciel aux riches). Bien vôtre solidairement.  
**M. Jacques Anneet, de Jette (Bruxelles)**

Cher Ami,

Nous comprenons parfaitement votre position concernant la franchise fiscale, d'autant plus que nombre de nos donateurs sont des personnes aux revenus modestes qui posent un geste d'autant plus fort qu'il leur est difficile. Il est évident que nous aurions préféré un montant inférieur à 30 € pour que nos donateurs puissent bénéficier plus facilement d'une exonération fiscale. Croyez bien que nous luttons, chaque jour, avec nos partenaires du Nord et du Sud, pour une plus grande justice sociale et fiscale, et que nous prenons position pour une fiscalité plus forte des revenus du capital et pour les revenus élevés. C'est ainsi que nous nous prononçons, entre autres, pour la levée du secret bancaire et pour l'établissement d'un impôt conséquent et récurrent sur la fortune, de même que pour une taxe internationale sur les mouvements de capitaux dans le cadre du Réseau contre la spéculation financière. Quant à la formule 30 = 15, vous avez parfaitement raison de souligner que ne bénéficient de la déduction de 50% que les contribuables taxés à 50% dans la dernière tranche de leurs revenus, ce qui n'est pas le cas pour tous nos donateurs. Nous aurions dû ajouter une petite phrase, nuanciant notre propos axé davantage sur la formule courte, ludique et frappante. Dont acte !

**Alter Egaux appelle à la participation de ses lecteurs, à votre participation : réaction à des sujets d'actualité ou de fonds, au contenu ou/et à la forme de la revue, questions par rapport au fonctionnement de Solidarité Socialiste, à la façon dont se mettent en place et se déroulent nos actions, questions aussi par rapport aux dons et à l'utilisation qui est faite de ces dons, de vos dons... Ce journal vous est destiné. N'hésitez pas à nous contacter !**

## SolSoc expos



Solidarité Socialiste vous propose trois expositions-photos : sur le Rwanda, sur la Palestine et sur la R.D. du Congo. L'expo Rwanda est le fruit du travail de Tristan Locus qui a visité deux projets appuyés par Solidarité Socialiste dans le pays des mille collines. L'expo Palestine fait suite à un voyage des membres d'une association, les Voix des Garennes, qui ont voulu témoigner de ce qu'ils ont vu dans les territoires palestiniens : les très belles photos sont l'œuvre de Vincent Verhaeren, Anne Dirix et Anne Dubocquet. Quant aux clichés qui forment l'expo Congo, ils sont de Pierre Tondeur, qui a accompagné notre gestionnaire Afrique centrale, Sylvie Demeester, au cours d'une mission d'évaluation des projets de nos partenaires. ➔



### Contact et infos

Laetitia Maginot  
02/505.40.80  
Imaginot@solsoc.be

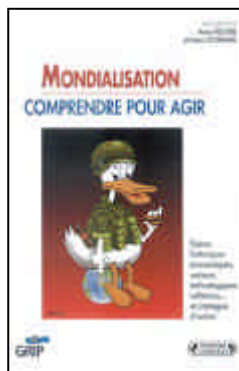


## Quelques livres



L'économie néolibérale favorise l'accumulation du capital transnational. L'accroissement de la puissance des entreprises transnationales en est le corollaire. Elles transcendent tout contrôle démocratique et exercent un pouvoir de décision qui affecte des pans entiers de l'humanité. L'appropriation des marchés s'opère par le biais de politiques de fusions, d'acquisitions et de privatisations et

débouche sur une concentration monopolistique du pouvoir économique. Faute d'un cadre juridique international en la matière, les pouvoirs publics, qui parfois tentent certaines formes de régulation, en sont le plus souvent réduits à un rôle d'auxiliaire. La quête de légitimité des transnationales, qui s'exprime actuellement de diverses façons, indique bien leur sensibilité aux multiples résistances civiles qui se font jour. Publié par le Centre Tricontinental (<http://www.sudoc.be/ceetri.html>).



industrie de l'armement, est aussi caractérisée au niveau international par l'hégémonie militaire et culturelle de la puissance américaine et par l'émergence du "droit d'ingérence". Les réactions à la globalisation n'ont pas toujours convergé. Aujourd'hui, les alternatives commencent à s'organiser. Cet ouvrage propose la mise en perspective des points de vue d'acteurs sociaux ou de représentants de mouvements qu'on appelle les "altermondialistes". Publié par le G.R.I.P. (<http://www.grip.org>)

La mondialisation fait couler beaucoup d'encre. On en parle, on y réfléchit, on réagit. Jusqu'à présent, peu d'ouvrages ont fait le lien entre la compréhension et l'action. Les auteurs, Anne Peeters et Denis Stokkink, mettent en lumière la nature d'un phénomène lié à l'histoire du capitalisme. Cette nouvelle phase, intimement liée au développement des nouvelles technologies et de l'in-



Intitulé *Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté*, le Rapport 2002 du Programme des Nations unies pour le développement examine les défis que les démocraties, jeunes et anciennes, doivent relever pour élargir la participation et consolider l'obligation de rendre des comptes, sous peine d'essuyer de sérieux revers; appelle à l'instauration de principes plus démocratiques

au sein des institutions et lors des négociations mondiales, de manière à empêcher une fragmentation supplémentaire à l'échelle de la planète; affirme qu'il est possible d'instaurer et de maintenir la paix en instituant une gouvernance démocratique des forces de sécurité; va au-delà du concept général de bonne gouvernance pour proposer un cadre non seulement efficient, mais également juste, équitable et propice au développement humain. (<http://www.un.org/Publications>)

**FORUM SOCIAL DE BELGIQUE  
10 MAI 2003**

Le 10 mai, une journée est organisée par les composantes du Forum Social de Belgique, un grand nombre de personnes et d'associations, de mouvements, d'ONG, de syndicats ... afin de réfléchir et d'agir sur les problèmes posés par la mondialisation néo-libérale dans le monde. C'est aussi et surtout un lieu privilégié pour les personnes et les organisations présentes pour se rencontrer et tisser des liens, établir des partenariats... En d'autres termes, c'est une journée d'échanges de savoirs, de pratiques et de construction de réseaux pour un autre monde que celui qui nous est imposé. Tout le monde est le (la) bienvenu(e). Pour les enfants à partir de 7 ans un atelier est prévu de 12h à 18h, proposant des activités créatives et encadré par des artistes, animateurs et des volontaires.



**Lieu:** Esplanade de la Gare du Nord - Boulevard Albert II, à Bruxelles.

**Accès:** Gare du Nord, métro Rogier. **Heure:** de 12 à 22h30. **Inscription:** 1 € à payer sur place à partir de 12h. Tout l'après-midi, des stands seront ouverts à toutes et tous et, le soir, place aux concerts ! ... gratuits évidemment. Pour en savoir plus : surfez sur [www.wsf.be](http://www.wsf.be)

**EXPOSITION PHOTOS RWANDA  
DU 22 AVRIL AU 6 JUIN 2003**



(photo Tristan Locus)

Solidarité Socialiste présente une exposition photos sur les projets soutenus par l'ONG au Rwanda. En novembre 2001, à l'occasion d'un concours organisé par le Centre National pour la Coopération au Développement et intitulé "2001, l'odyssée de l'espèce", Tristan Locus, jeune photographe belge, remportait le premier prix en photographiant des bénévoles mobilisés pour l'Opération 11.11.11. En septembre 2002, Tristan Locus est parti photographier deux projets qu'il a lui-même choisis. Deux projets soutenus par Solidarité Socialiste. Cette expo présente les clichés qu'il a pris de ces projets.  
**Lieu :** FGTB, Bd de l'Empereur 34, 1000 Bruxelles.

**LES 20 KM DE BRUXELLES  
25 MAI 2003**

Une équipe de Solidarité Socialiste courra les 20 km de Bruxelles au profit de ses projets de solidarité internationale. Si, vous aussi, vous souhaitez courir ou sponsoriser cette course, merci de contacter Laetitia Maginot au 02/505.40.80 ou de faire un don à Solidarité Socialiste FCD sur le CCP 000-0000054-54 avec comme communication : 20km de Bruxelles Solsoc.



**LES ENFANTS DE BASTOGNE,  
ARTISANS DE PAIX  
13 SEPTEMBRE 2003**

Le 19 novembre 1998, une résolution des Nations unies déclarait 2001-2010 Décennie de l'éducation pour une culture de la non-violence au profit des enfants du monde. Bastogne, à l'initiative de Solidarité Socialiste, a été la première ville francophone belge à ratifier cette résolution : c'était le 5 novembre 2002. A cette occasion, la cité du Mardasson a posé deux gestes forts : elle a invité des acteurs de paix qui vivent au Proche-Orient à prendre la parole et à planter deux arbres, deux sentinelles de paix, symbolisant Jérusalem-Ouest et Jérusalem-Est, dans le Bois de la Paix. Les enfants des écoles de Bastogne participent à l'événement : sur le thème "Des mots pour écrire la paix", chaque classe écrira une recette pour la Paix. Cela conduira à un événement qui permettra de faire

savoir à l'opinion qu'à Bastogne les enfants militent pour la paix au Proche-Orient et partout dans le monde, et qu'ils ont des idées à proposer pour y arriver. Le 13 septembre 2003, 1350 enfants remettront le recueil des recettes pour la paix aux ambassadeurs des pays protagonistes et aux ambassadeurs des pays qui peuvent jouer un rôle dans la résolution du conflit au Proche-Orient. Ils écriront aussi, en lettres de lumière, dans la nuit, sur le site du Bois de la Paix, le mot "paix" en arabe, hébreu et français, à l'aide de vasques de cire qu'ils auront eux-mêmes réalisées. Infos : José Wuidar, 02/505.40.86



**DEVENEZ PARTENAIRES SOLIDAIRES  
EN SOUTENANT LES ACTIONS DE SOLIDARITÉ SOCIALISTE**

**● Faites un don ponctuel via le bulletin de virement joint !**

Les dons ponctuels nous permettent de soutenir nos partenaires en toute indépendance et de manière réactive. Ils sont absolument indispensables pour nous dans la mesure où nos financements institutionnels ne couvrent jamais l'intégralité de nos besoins.

**● Faites un don permanent via le formulaire ci-dessous !**

Ce type de don nous permet de mieux connaître les ressources dont nous pouvons disposer à tout moment de l'année. Cela nous permet ainsi de mieux planifier notre travail. Pour vous, il est la marque d'un soutien dans la durée et sans contraintes, puisque c'est votre banque qui se charge automatiquement d'effectuer les versements. Vous n'aurez qu'à l'informer le jour où vous souhaitez faire cesser vos dons. Nous vous rappelons que pour que nous puissions vous délivrer une attestation fiscale, le montant total minimum de votre don doit atteindre 30 € dans l'année, ce qui revient à un versement minimum mensuel de 2,50 €. Si votre don mensuel est actuellement inférieur à cette somme, vous avez la possibilité d'en demander la modification auprès de votre organisme financier.

**Formulaire d'ordre permanent**

(à compléter, signer et remettre à votre organisme bancaire)

**Oui, je soutiens l'action de Solidarité Socialiste - Formation Coopération & Développement**

Via le présent document, je soussigné demande qu'on effectue un versement de :

10 €  15 €  20 €  30 €  50 €  autre montant  (précisez) : €

une fois par mois  tous les 2 mois  tous les 3 mois  autre  (précisez) :

au bénéfice des actions de Solidarité Socialiste - Formation Coopération & Développement

à partir du ..... / ..... / 2003 sur le compte **CCP 000-0000054-54** de FCD, Bd de l'Empereur 15, 1000 Bruxelles avec la communication : **DON**

Nom..... Prénom.....

Rue et n°..... Code postal .....

Localité ..... Pays.....

Nom de l'organisme bancaire : ..... Mon n° de compte : --

Date : ..... / ..... / 2003

Signature :

**POUR TOUT DON DE 30 € ET PLUS, EN UN OU PLUSIEURS VERSEMENTS  
SUR L'ANNÉE, VOUS RECEVREZ UNE ATTESTATION FISCALE**

Plus d'infos : [www.solsoc.be](http://www.solsoc.be) (rubrique Nous soutenir)



\*  
**Mieux s'assurer peut se faire  
de deux façons.**

\* \*

\* Chez vous, entre quatre yeux avec votre conseiller.

\* \* Par téléphone, notre Service Clients est à votre écoute.

P&V adapte constamment sa façon de travailler et son organisation à l'évolution de votre style de vie. Pour vous le simplifier, vous pouvez compter sur notre Service Clients rapide et efficace. Il vous permet d'obtenir rapidement une réponse à vos questions, demander une offre de prix, adapter une police, déclarer un sinistre, etc., mais aussi prendre rendez-vous avec votre conseiller. Vous voulez la preuve qu'on peut faire de l'assurance autrement ?

Téléphonez au 078/15.90.90 ou surfez sur [www.pcbe](http://www.pcbe)

P&V. La preuve qu'on peut faire de l'assurance autrement.

